

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le droit aux études, une Université d'excellence, protection contre la précarité

- Offensive socialiste -

Date de mise en ligne : dimanche 25 mars 2007

Démocratie & Socialisme

Cet article est le premier d'une série où nous développerons nos propositions programmatiques pour la jeunesse en vue d'en débattre avec l'ensemble des militants jeunes engagés à gauche.

Si chaque titulaire du baccalauréat dispose du droit de s'inscrire à l'université, l'égalité de tous face aux études s'arrête là.

L'existence d'au minimum 100 000 étudiants pauvres et le fait que 800 000 étudiants soient obligés de se salarier pour faire face aux dépenses de leurs études. Cela suffit à prouver que le combat pour la démocratisation de l'enseignement supérieur reste devant nous. Chaque année, des dizaines de milliers d'étudiants sortent de l'université sans diplôme, une proportion aussi grande se retrouve au chômage à la sortie de leurs écoles ou universités.

Famine dans les facs

Il existe un consensus politique sur les réformes nécessaires de l'enseignement supérieur français. Sans rentrer dans le détail revêche des réformes de ces dernières années et des réformes en cours (ECTS, LMD, Autonomie des Universités, PRES), elles suivent toutes le même objectif : la mise en conformité de l'enseignement supérieur français avec les paradigmes du libéralisme. On se dirige doucement mais sûrement vers une université à l'anglo-saxonne, pour l'élite, avec des frais d'inscriptions exorbitants et une sélection drastique à l'entrée des diplômés qui excluront la majorité et pousseront des milliers de jeunes à s'endetter pour pouvoir étudier. Le discours de la droite est clair : il faut diminuer le nombre d'étudiants, favoriser les filières courtes rapidement professionnalisantes et arrêter avec ces centaines de milliers d'étudiants qui font des études pas rentables.

La victoire de Nicolas Sarkozy à la présidentielle entraînera une évolution certaine de l'Université dans cette direction, il a prévu une grande loi sur l'université dès son accession au pouvoir si il est élu.

La gauche se tait, elle est prise entre son discours généreux traditionnel (« des études pour tous ») et sa conviction que l'Université Française, pour rester compétitive, doit se caler sur le modèle anglo-saxon.

Université pour tous et d'excellence ne sont pas incompatibles. C'est une question de choix politique et d'arbitrage budgétaire.

Pourquoi ne pas imaginer d'investir massivement dans l'Université, de financer largement les laboratoires publiques pour faire progresser la recherche et sortir les chercheurs de leur précarité structurelle ?

Pourquoi ne pas imaginer que l'Université soit un lieu d'universalisme réel, de développement et de transmission des savoirs pour de vrai ?

Pourquoi ne pas envisager une société jalouse de l'épanouissement intellectuel de sa jeunesse, qui envisage l'excellence non comme l'exception mais comme un objectif pour chacun ?

Les Universités françaises ont des budgets de famines, elles sont toutes au bord de la liquidation. Cette état est le fruit d'une politique concertée, volontaire, délibérée. On serre le garrot, et quand la bête est presque crevée, on

propose de la remettre sur pied en la livrant sur un plateau d'argent au privé. C'est le plan de vol des Universités pour les prochaines années. Tout va dans ce sens. Les désengagements financiers successifs de l'État dans les Universités, couplés avec la professionnalisation accrue des parcours universitaires, la régionalisation et l'harmonisation européenne de l'enseignement supérieur sont autant de fenêtres par lesquelles on introduit la logique libérale dans le fonctionnement et le financement des Universités. Le MEDEF est déjà présent dans les conseils d'administrations des Universités et au CNESER (Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche), il ne demande qu'à commander directement les diplômes quand ce n'est pas déjà le cas.

Le Parti Socialiste doit s'engager à aller contre cette logique, à renverser la vapeur et à faire de l'Université le lieu de l'épanouissement intellectuel et moral des étudiants, garant de leur futur épanouissement professionnel.

La compétition internationale entre les Universités ne doit pas être perdue de vue, l'ouverture du monde est un fait, il ne se discute pas. Nous croyons que seule une université publique de qualité peut concilier compétitivité et université pour tous et servir de contre-exemple au modèle anglo-saxon.

Un statut social pour les étudiants

Les inégalités sociales entre les étudiants doivent être gommées, l'égalité des chances passe par l'égalité des droits.

La qualité de « jeunes travailleurs en formation » des étudiants doit dans cet optique leur ouvrir un droit à bénéficier de la solidarité nationale. En effet, ils se forment non seulement pour eux-même, mais cet engagement de formation est un investissement pour le futur de l'ensemble de la société qui en bénéficiera. De la même manière que les retraités bénéficient de la solidarité nationale par un système de répartition, Les étudiant doivent bénéficier d'un statut sociale similaire : L'allocation autonomie.

La revendication du mouvement étudiant de création d'une « branche jeunesse » de la sécurité sociale qui financerait un salaire étudiant ou une allocation d'autonomie, est à ce titre profondément légitime et reste le seul moyen de réaliser l'égalité des chances face aux études supérieures. Le coût pour la nation d'une telle mesure est très largement assumable pour une économie comme celle de la France. Un financement par le salariat et le patronat par le biais de la cotisation sociale est la meilleure manière de financer cette réforme. La suppression de la demi-part fiscale pour les foyers qui ont des enfants inscrits dans le supérieur pourrait également être une ressource pour cette « branche jeunesse » (les enfants bénéficiant de l'allocation, la demi-part fiscale ne se justifie plus).

Rémunération des stages

Le travail gratuit ou presque institué par le système des stages (un stage conventionné à plein temps permet de toucher une obole de 376 euros, allez vivre avec ça !) doit être tout simplement supprimé. Les stages doivent être rémunérés par les entreprises qui embauchent, à hauteur du SMIC au minimum (dans le cas idéal où une allocation d'autonomie -salaire étudiant financée par la branche jeunesse de la la sécu- serait mise en place, on peut imaginer de mettre en place un système pour que le versement de celle-ci soit suspendu pendant la période de stage).

Unité